Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/EDF-ouvre-la-porte-au-public-mais-ecarte-ses

27 septembre 2018

EDF ouvre la porte au public mais écarte ses contradicteurs… serait-ce donc que l'industrie nucléaire a quelque chose à cacher ?

Prière de ne pas confondre communication - *propagande est un mot si déplaisant !* - et transparence !

Le samedi 15 septembre 2018, Journée du Patrimoine, deux militants antinucléaires habitant le Rhône et l'Ain, Brigitte Alban et Jean-Pierre Collet, n'ont pu visiter la Centrale nucléaire du Bugey dans l'Ain où une « journée porte ouverte » était organisée. Au dernier moment, l'exploitant nucléaire leur a signifié qu'ils ne pouvaient accéder au site sur injonction de la préfecture…

Ces deux militants ont depuis adressé un courrier au directeur de la centrale pour lui demander des explications … car les services préfectoraux contactés affirment ne pas être responsables de cette interdiction. Alors, qui ment ? Qui surveille ?

Manifestement EDF n'apprécie guère que des militant(e)s antinucléaires accèdent à ses installations même de manière régulière. Il faut dire que l'exploitant nucléaire ne redoute rien tant que d'être interrogé publiquement par ceux et celles qui dénoncent non seulement la production électronucléaire mais la manière dont les centrales sont gérées…

Le pire est que ce refus est loin d'être isolé. Très régulièrement EDF s'oppose à ce que des militant(e)s associatifs(ves) pénètrent dans ses installations. Ainsi, des membres des Commissions locales d'informations ou des experts non-institutionnels ont dû à de nombreuses reprises rester à la porte des centrales sans que l'Autorité de sûreté ne puisse y faire quoi que ce soit.

Au Bugey comme ailleurs, la transparence dans le domaine du nucléaire a des limites. Au prétexte de garantir la sécurité des sites, l'exploitant et les préfectures se donnent le droit d'écarter qui bon leur semble sans jamais justifier cette forme très particulière d'exclusion. Cela doit nous rappeler que décidément le nucléaire n'est pas une industrie comme les autres. Plus de 10 ans après le vote de la loi "Transparence et sûreté nucléaire", EDF n'admet toujours pas qu'elle a obligation d'informer tous les publics et de garantir le droit de savoir ce qui se passe dans les centrales.

Il serait temps que ces pratiques d’un autre âge disparaissent. L’obligation de subir nous donne le droit de savoir…

Contact presse :

Philippe Lambersens - 06 83 53 89 82